



PREMIER MINISTRE

Paris, le 23 AVR. 2015

Madame la Commissaire générale,

L'organisation territoriale de la France, dont le Gouvernement souhaite faire un axe fort de modernisation et de renforcement de l'action publique, va connaître un profond bouleversement en application de la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 par la refonte de la carte des régions et une transformation de l'organisation territoriale de l'Etat en région.

S'agissant des services déconcentrés de l'Etat, cette nouvelle organisation doit se fonder avant tout sur les compétences stratégiques inhérentes de ce niveau administratif, et notamment les capacités d'expertise, d'évaluation et de contrôle. Elle passe aussi par une structuration des services, dans un souci d'efficacité de l'action publique et d'équilibre des territoires, en cohérence avec la nouvelle carte régionale.

Pour accompagner la réforme, un dispositif interministériel a été instauré, avec la nomination, en application du décret n°2015-55 du 26 janvier 2015 d'un coordonnateur national de la réforme des services déconcentrés de l'Etat chargé notamment d'établir le cadre de référence interministériel de la réorganisation administrative.

En appui au coordonnateur national, dont vous voudrez bien trouver ci-joint sa lettre de mission, et compte tenu de l'importance de la nouvelle organisation administrative pour la cohérence sociale et territoriale dont l'Etat est le premier garant, il s'avère nécessaire de prévoir un dispositif de veille sur les impacts de la réforme en matière d'équilibre et d'attractivité des territoires.

Je vous demande de mettre en place ce dispositif, en lien étroit avec le coordonnateur national.

A cette fin, vous analyserez les conséquences socio-économiques des projets d'implantation des services de l'Etat et de ses opérateurs disposant d'un réseau territorial dans chacune des nouvelles régions, et plus particulièrement auprès des actuels et des nouveaux chefs-lieux provisoires.

Afin de pouvoir disposer d'une vue d'ensemble, votre périmètre d'investigation intégrera les collectivités territoriales, le réseau consulaire et les principaux acteurs économiques concernés par la réforme.

Madame Marie-Caroline BONNET-GALZY
Commissaire générale à l'égalité des territoires
CGET
5, rue Pleyel - 93283 SAINT-DENIS

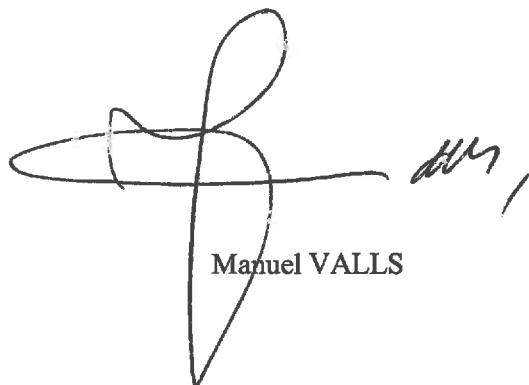
S'agissant des villes chefs-lieux présentant un risque avéré de délocalisation de services publics, votre expertise pourra utilement être étayée par une analyse rétrospective des éventuelles restructurations industrielles, hospitalières ou en matière de défense qui auraient touché ces mêmes collectivités au cours des cinq dernières années.

Vous me proposerez les éventuelles mesures d'accompagnement nécessaires pour assurer l'équilibre des territoires.

Le calendrier de vos travaux coïncidera avec celui de la première phase de la réforme au terme de laquelle j'arrêterai à l'été 2015 les projets d'organisation des services territoriaux de l'Etat dans les nouvelles régions.

Pour le bon accomplissement de votre mission, vous serez associée aux groupes de travail nationaux correspondant à votre périmètre d'activité mis en place par le coordonnateur national.

Je vous prie de croire, Madame la Commissaire générale, à l'assurance de mes salutations les meilleures.

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke. To the right of the main signature, there is a smaller, more compact handwritten mark that appears to be 'MV' followed by a comma.

Manuel VALLS